

7 octobre 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de sa visite au Burundi, Bujumbura, jeudi 7 octobre 1982.

LE PRESIDENT.- Eh bien, mesdames et messieurs, plusieurs d'entre vous sont nos compagnons de voyage, assez nombreux. D'autres sont des journalistes d'Afrique centrale ou du Burundi. Je suis heureux de les recevoir dans cette résidence qui m'a été offerte pendant le temps que je passe ici par M. le président Bagaza. Vous avez suivi nos travaux. Ils ont été brefs par nécessité puisque notre séjour est rapide, séjour cependant qui nous a permis de resserrer nos liens avec le Burundi. J'avais déjà pris contact avec le président Bagaza dans un passé récent. Comme je le disais hier soir, nous avons accru notre coopération. Nous trouvons dans ce pays un support important par la langue française très répandue et enseignée. Nous avons nourri un certain nombre de projets, essentiellement économiques ou culturels, et vraiment, je peux le dire, la France a l'intention à l'égard de ce pays, uni et très ramassé sur lui-même avec une paysannerie extrêmement compétente, a l'intention de persévérer et même d'accroître ses efforts.

- J'ajoute que la position du Burundi dans l'ensemble de l'Afrique, qui vaudra peut-être à ce pays de recevoir à bref délai la conférence des chefs d'Etat d'Afrique et de France, en tout cas je le souhaite, marque bien que ce pays est vraiment entré sur la scène internationale, ce que justifie sa longue histoire, d'une part, et d'autre part, les efforts remarquables consentis par un peuple dont vous savez les extrêmes difficultés économiques.

- Je vous remercie d'être venus ici. Nous aurons l'occasion de revoir un certain nombre d'entre vous dans la suite de ce voyage, mais si dès maintenant, vous souhaitez quelques éclaircissements, je suis à votre disposition. Peut-être le président Bagaza voudra-t-il vous adresser quelques mots.

QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Pour la première partie de votre intervention, nous avons pu, en effet, dans les conversations directes, traiter de tous les sujets qui nous importaient. Pour ce qui la concerne, dans le domaine où elle peut agir, elle agit autrement. Mais elle ne peut pas se substituer à l'ensemble du monde industriel. Nous avons donc pour tâche, et c'est ce que nous faisons, partout où nous allons, de rappeler ces évidences. Car c'est une évidence historique d'avoir simplement les yeux ouverts sur un avenir qui commence aujourd'hui, qui a même déjà commencé depuis quelque temps. Comment imaginer que l'on pourrait voir s'accroître la disparité entre les pays industriels et les pays du tiers monde ? C'est pourtant ce qui se passe actuellement. La France continuera de s'exprimer, la France est quand même une voix écoutée dans le monde. Avant de renverser le cours des choses, les tendances politiques, les idéologies économiques, pour aborder d'une façon plus pratique un problème qui nous prend à la gorge, il faudra du temps. Mais raison de plus, si vous voulez, pour que la France ait beaucoup d'énergie dans sa démarche et je le rappellerai en toutes circonstances.

- Nous sommes favorables à une négociation globale au sein des Nations unies entre les pays du Nord et du Sud ` dialogue Nord-Sud ` , et nous ne sommes pas du tout hostiles à ce qu'il y ait des interventions particulières de la Banque mondiale - au contraire nous les recommandons - sur-le-plan de l'énergie. Nous souhaitons que le Fonds monétaire international ` FMI ` affirme sa présence. Je souhaite en-particulier qu'il y ait un grand élargissement des montants du Fonds monétaire international. J'irai même, le cas échéant, jusqu'au doublement, dans-le-cadre naturellement d'un plan hardi, qui permette aux pays industrialisés de considérer le devenir du

naturellement d'un plan hardi, qui permettra aux pays industrialisés de considérer le devenir du monde dans les quinze prochaines années. Voilà ce que je peux vous répondre pour l'instant.\

QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Nous avons beaucoup d'accord de coopération avec bon nombre de pays `en Afrique`. Un certain nombre d'entre eux nous demandent de coopérer sur-le-plan des équipements et des armements. Nous le faisons dans la mesure de nos moyens, sans excès, mais réellement.

- QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Ah, ça c'est une question qu'il faudrait poser ou que vous auriez pu me poser, il y a 18 mois, qu'il faudra poser aux dirigeants de l'Internationale Socialiste, ou aux représentants du Parti socialiste français. Il vous sera facile de les rencontrer et de leur poser cette question. La sympathie que j'éprouve pour le Burundi peut être, comment dirais-je, communicative. C'est tout ce que je puis vous dire.\